

## Relevé des conclusions

### **Date de la réunion :**

Vendredi 28 Mars 2023 à 13h.

### **Lieu :**

Hybride – Ministère de Transition Numérique et de Réforme de l'Administration

### **Participant(e)s :**

- Mme. Sarah LAMRANI, Ministère de Transition Numérique et de Réforme de l'Administration,
- Mme. Quiame EL MOUSTAMIDE, Ministère de Transition Numérique et de Réforme de l'Administration,
- Mme. Mahassine EL AMRANI OMARI, Experte dans le domaine du gouvernement ouvert,
- M. Lhoussine FERDAOUS, Ministère délégué chargé des Relations avec le Parlement,
- Mme. Asmae REGURAGUI, Ministère de Justice,
- Mme. Hajar CHERKAOUI, Ministère délégué chargé du Budget,
- Mme. Basma MELLOUK, Ministère délégué chargé du Budget,
- Mme. Fatima Zahra BENDUICH, Ministère de Transition Energétique et Développement Durable,
- M. Rachid ELAOUI, Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille,
- M. Noureddine LASFAR, Agence du Développement Digital,
- M. Yassir CHOKAIRI (à distance), Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption
- M. Abdelaziz JANATI (à distance), Observatoire pour la protection de l'environnement et les monuments historiques
- M. Aïmane AMALIK, Association 4 chabab
- M. Saouidi SALLAHI, Forum Sahara pour le dialogue & cultures
- M. Abdelmalek ASRIH (à distance), Association colombe blanche pour les droits des personnes en situation de handicap
- M. Ahmed ANNJAR (à distance), Association Labouirat pour le Sport et le Développement
- M. Rezzouki ELMILOUD (à distance), Association de Coopération pour le Développement et la Culture
- M. Said CHAKRI (à distance), Alliance Marocaine pour le Climat et le Développement Durable,
- M. Yassine ERRIKH, Association Moltaka B'ladi pour la citoyenneté-AMBC
- Mme. Houdna BENNANI, Association démocratique des femmes du Maroc

### **Absent(e)s :**

- Représentante de la Direction Générale des Collectivités Territoriales,

- Représentant du Ministère de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et du Sport,
- Représentant du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale,
- Représentante de l'Association Femme Bladi pour le Développement et le Tourisme.

#### **Ordre du jour :**

- État d'avancement de la mise en œuvre des engagements du plan d'action national pour la période 2021-2023
- Rapport d'auto-évaluation pour le plan d'action national pour un gouvernement ouvert
- Méthodologie de co-création du troisième plan d'action national
- Gouvernance du comité de pilotage (suite à la proposition du représentant de l'Alliance Marocaine pour le Climat et le Développement Durable)

#### **Points discutés :**

#### **Mot d'ouverture :**

La secrétaire générale du ministère de la transition numérique et de la réforme de l'administration a souhaité la bienvenue aux membres du comité, représentants de la société civile, des administrations et institutions publiques et des instances de gouvernance, et les a félicités à l'occasion du mois de Ramadan. Elle a insisté dans son mot d'ouverture sur la nécessité d'intensifier les efforts pour mettre en œuvre les activités restantes dans le cadre du Plan d'Action National pour le gouvernement ouvert pour la période 2021-2023 dans les délais impartis.

#### **État d'avancement de la mise en œuvre des engagements du plan d'action national pour la période 2021-2023 :**

	<b>Engagements</b>	<b>Taux de réalisation</b>	<b>Activités non-réalisées</b>	<b>Remarques</b>
<b>1</b>	Renforcement de la transparence budgétaire	<b>65%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concevoir un mécanisme de consultation permanent, adapté au contexte marocain, pour une implication des citoyens dans la préparation du budget citoyen</li> <li>• Mettre en place un mécanisme de concertation permanent pour l'élaboration du budget citoyen</li> </ul>	Blocage au niveau de la conception du mécanisme de consultation
<b>2</b>	Promotion de la mise en œuvre du Droit d'Accès à l'Information au niveau des départements ministériels et des établissements publics	<b>91%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Animation du réseau des chargés d'information et accompagnement de ses membres 80%</li> <li>• Formation et accompagnement des administrations adhérentes à la plateforme de publication proactive des données 90%</li> </ul>	
<b>3</b>	Promulgation et accompagnement à la mise en œuvre de la Charte des Services Publics	<b>47%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre de la charte 90%</li> <li>• Communiquer sur la charte et la feuille de route de sa mise en œuvre</li> </ul>	

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration du projet de décret relatif à l'organisation et le fonctionnement de l'observatoire national des services publics 90%</li> <li>• Elaboration des projets de textes juridiques et réglementaires, guides et systèmes pour la mise en œuvre de la charte</li> </ul>	
4	Transcription et publication des procédures et formalités administratives et leur simplification en vue de leur dématérialisation	74%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recueil des actes administratifs et leurs validation par la commission nationale des procédures et formalités administratives 95%</li> <li>• Communication, sensibilisation et conduite de changement 80%</li> <li>• Publication des actes administratifs sur le portail national des procédures et formalités administratives 77%</li> <li>• Digitalisation du premier lot de procédures et formalités administratives</li> </ul>	Plateforme de suivi non actualisée
5	Publication proactive des informations et données statistiques relatives au secteur de l'éducation nationale	47%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conception de l'espace électronique de la publication proactive et identification de son contenu 80%</li> <li>• Liaison des informations publiées dans l'espace avec le portail national de publication proactive</li> <li>• Développement de l'espace de publication proactive et intégration des données 55%</li> <li>• Lancement de l'espace de publication proactive et communication sur ce nouvel espace 25%</li> </ul>	

6	Amélioration de la gouvernance médicale	100%	Toutes les activités ont été réalisées.	Plateforme de suivi non actualisée
7	Renforcement de la transparence et de la participation dans la gestion des services de santé	100%	Toutes les activités ont été réalisées.	Plateforme de suivi non actualisée
8	Mise en place d'un système d'information intégré de la santé	100%	Toutes les activités ont été réalisées.	Plateforme de suivi non actualisée
9	Mise en place d'un portail national de l'intégrité	78%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement du portail national de l'intégrité 95%</li> <li>• Préparation de guides de mise à jour du portail et organisation de sessions de formation au profit des partenaires de l'instance dans ce projet (administrations, secteur public, journalistes, organisations de la société civile) 50%</li> <li>• Lancement officiel du portail et communication autour du portail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucun progrès n'a été réalisé depuis la dernière réunion.</li> <li>• Activités prévues d'être réalisées avant Juillet.</li> </ul>
10	Promotion de la publication et la réutilisation des données ouvertes	62%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation des actions de sensibilisation et du renforcement des capacités liées à l'Open data au profit des administrations publiques 90%</li> </ul>	Il a été suggéré de changer le taux de réalisation de l'activité : Mise en place d'un cadre juridique

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration et publication des référentiels de données nécessaires pour la collecte, le traitement, la publication et la réutilisation des données ouvertes 50%</li> <li>• Mise en place d'un cadre juridique approprié pour la promotion de l'ouverture des données publiques 20%</li> <li>• Organisation des actions de sensibilisation au profit des entreprises pour les sensibiliser sur l'importance de la réutilisation des données ouvertes 70%</li> <li>• Coordination et accompagnement des organismes et institutions concernés pour la mise à jour et l'enrichissement du contenu du portail 45%</li> </ul>	approprié pour la promotion de l'ouverture des données publiques de 20% à 60% vu le progrès réalisé dans ce sens
11	Promotion de l'égalité et de la participation des femmes à la vie publique et leur autonomisation économique	42%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre des mesures du plan « Maroc Attamkine » pour la période 2021-2023 20%</li> <li>• Mise en œuvre du plan régional de l'égalité de la région de Rabat-Salé -Kenitra 20%</li> <li>• Elaboration du 3ème plan gouvernemental de l'égalité 20%</li> <li>• Accompagnement des collectivités territoriales pour l'intégration du genre dans les plans de développement régionaux PDRs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement du point focal de l'engagement.</li> <li>• Activités seront actualisées bientôt sur le portail.</li> </ul>
12	Renforcement de l'accès à l'information aux personnes en situation de handicap	70%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traduction en langue des signes des productions audiovisuelles du ministère pour la période 2021-2023 95%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement du point focal de l'engagement.</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finalisation de l'élaboration des campagnes de sensibilisation 2022 en prenant en considération les outputs de la consultation 90%</li> <li>• Diagnostic préliminaire auprès des départements publics et des associations œuvrant dans le domaine de Handicap 50%</li> <li>• Organisation de consultations avec les organisations de la société civile concernées sur la campagne de sensibilisation 2023 50%</li> <li>• Elaboration du référentiel national d'accessibilité web 20%</li> <li>• Finalisation de l'élaboration de la campagne de sensibilisation 2023 en prenant en considération les outputs de la consultation 90%</li> <li>• Diffusion et communication autour du référentiel</li> </ul>	Activités seront actualisées bientôt sur le portail.
13	Amélioration de la qualité des services publics relatifs à la protection de l'enfance	83%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place de 8 centres d'accompagnement de protection de l'enfance 90%</li> <li>• Elaboration participative du protocole cadre de protection de l'enfance 50%</li> <li>• Développement d'un système d'information intégré pour le suivi de l'enfant dans le circuit de protection 75%</li> <li>• Accompagnement des acteurs territoriaux concernés pour l'exploitation du système d'information intégré 40%</li> </ul>	

14	Publication des textes de loi, des jugements, des décisions juridiques et de la jurisprudence	95%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de sessions de formation au profit des utilisateurs de la plateforme au niveau des tribunaux et de l'administration centrale</li> </ul>	L'activité relative à l'organisation de sessions de formation concerne le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire / Relancer le conseil pour actualiser le portail
15	Mise en place d'un cadre juridique relatif à l'usage des moyens électroniques dans les procédures judiciaires	87%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renvoi du projet de loi aux différents départements ministériels pour avis 70%</li> <li>• Adoption du projet de loi par le conseil de gouvernement</li> </ul>	Aucun progrès n'a été réalisé depuis le renvoi du projet de loi au SGG
16	Renforcement de l'adhésion des auxiliaires de justice dans de la transformation digitale de la justice	59%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Signature de convention de partenariat avec les barreaux d'avocats 70%</li> <li>• Formation des formateurs 58%</li> <li>• Diagnostic des procédures et identification des besoins et conception de la plateforme d'échange électronique avec les Experts 50%</li> <li>• Développement de la solution informatique et test de la plateforme d'échange électronique avec les Adouls 35%</li> </ul>	Lancement de la plateforme d'échange avec les Adouls en Avril et le reste des activités sont en cours d'étude.

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de la solution informatique et test de la plateforme d'échange électronique avec les Experts</li> <li>• Développement de la solution informatique et test de la plateforme d'échange électronique avec les huissiers de justice 95%</li> <li>• Généralisation de la plateforme d'échange électronique avec les Adouls sur toutes les juridictions</li> <li>• Généralisation de la plateforme d'échange électronique avec les Experts sur toutes les juridictions</li> <li>• Généralisation de la plateforme d'échange électronique avec les huissiers de justice sur toutes les juridictions</li> </ul>	
17	Lancement d'un portail national pour la formation à distance des associations	57%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparation du contenu du module relatif à la facilitation d'accès des associations à l'audio-visuel et sa mise en ligne sur le portail de formation 50%</li> <li>• Intégration du module de formation concernant les techniques de plaidoirie</li> <li>• Intégration des modules de formation transverses relatifs à la vie associative (4 modules de formation)</li> </ul>	Plateforme de suivi non actualisée.
18	Mise en place de mécanismes de soutien à la transparence des aides publiques accordées	56%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration et publication du décret du chef du gouvernement relatif à l'obligation de l'utilisation du portail Charaka par les acteurs publics 30%</li> </ul>	Le portail sera lancé après publication du décret.

	aux organisations de la société civile		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de la nouvelle version du portail 90%</li> <li>• Elaboration des guides d'utilisation du portail par les acteurs publics et les associations</li> <li>• Communication et coordination avec les acteurs publics pour garantir leurs adhésion au portail 30%</li> <li>• Lancement du portail et communication sur son lancement et les différentes fonctionnalités qu'il offre</li> </ul>	
19	Renforcement de la participation citoyenne à travers la mise en place des cadres juridiques relatifs à la consultation publique et au volontariat	50%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancement d'une campagne de consultation pour la réception des propositions et avis de divers acteurs, établissements et administrations publiques</li> <li>• Recueil et analyse des propositions et recommandations issues des rencontres consultatives et élaboration de la nouvelle version du projet de loi</li> <li>• Recueil et analyse des propositions et recommandations issues des rencontres consultatives et élaboration de la nouvelle version du projet de loi</li> <li>• Transmission du projet de loi sur la consultation publique au parlement conformément à la procédure législative</li> </ul>	
20	Mobilisation de la société civile et renforcement de ses capacités pour améliorer sa	86%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adhésion des associations aux processus de concertation et de coordination en matière d'environnement et de développement durable 65%</li> </ul>	Il a été suggéré de rejoindre le portail national pour la

	participation à l'élaboration, au suivi et à la mise en œuvre de la politique environnementale		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui aux initiatives des associations environnementales 85%</li> <li>• Organisation de formations à distance au profit des associations environnementales 85%</li> </ul>	formation à distance des associations pour l'organisation des formations à distance au profit des associations environnementales
21	Renforcement de l'accès à l'information et de la participation citoyenne au niveau des collectivités territoriales	93%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création des modules de pilotage et de statistiques relatifs à la gestion des demandes d'accès à l'information via le portail chafafiya 50%</li> </ul>	Dans l'attente de créer un module de statistique en collaboration avec le Ministère de Transition Numérique et de Réforme de l'Administration
22	Développement et partage d'une boîte d'outils pour renforcer la communication et la participation citoyenne au niveau des collectivités territoriales	100%	Toutes les activités ont été réalisées.	

### **Rapport d'auto-évaluation pour le plan d'action national pour un gouvernement ouvert :**

Il a été convenu des étapes à suivre pour préparer le rapport annuel d'auto-évaluation du Plan d'action national pour le gouvernement ouvert 2021-2023 et leur planning prévisionnel :

<b>Calendrier</b>	<b>Étapes</b>
Avril – Mai 2023	Mise à jour de la plateforme de suivi
Avril – Mai 2023	Finalisation de la traduction des activités réalisées
Mai 2023	Génération automatique du projet de rapport depuis la plateforme
Mai – Juin 2023	Révision du rapport par les comités d'implémentation et de pilotage
Juin 2023	Organisation d'une consultation sur le rapport d'auto-évaluation
Juillet 2023	Validation et publication du rapport final et sa transmission à l'unité de soutien de l'OGP.

### **Méthodologie de co-crédation du troisième plan d'action national :**

Un rappel de la méthodologie de co-crédation du deuxième plan d'action national du gouvernement ouvert a été fait ainsi qu'une discussion autour des aspects à développer et à améliorer dans le cadre de la co-crédation du troisième plan d'action national, tels que :

- Les axes du nouveau plan d'action
- La méthodologie d'organisation et d'animation des ateliers de co-crédation
- Le nombre et le contenu des nouveaux engagements et comment se concentrer sur le degré d'impact

Il a également été convenu du planning prévisionnel de co-crédation du troisième plan d'action national :

<b>Calendrier</b>	<b>Étapes</b>
Avril 2023	Concertation et adoption de la méthodologie de cocrédation / Proposition des axes, thématiques
Mai – Septembre 2023	Collecte des idées et des propositions
Octobre 2023	Priorisation propositions et identification des institutions concernées
Novembre 2023	Rédaction des fiches des projets d'engagements
Décembre 2023	Validation et adoption du plan d'action national

## **Gouvernance du comité de pilotage**

Rappel du rôle du manuel du Comité de Pilotage, fruit d'un travail participatif de l'ensemble des membres du comité de pilotage, et qui permet d'encadrer le fonctionnement et l'action du comité en tenant compte des standards de l'OGP en la matière et vise à clarifier les rôles et responsabilités des membres du comité et leurs relations avec les autres acteurs du gouvernement ouvert au Maroc, et ce tout au long des différentes étapes du cycle du Plan d'action national du Gouvernement Ouvert (co-crédation, co-implémentation, co-évaluation).

Dans ce contexte, il a été proposé d'évaluer la mise en œuvre des dispositions de ce manuel et aussi la possibilité d'inclure de nouvelles disposition liés notamment à la participation aux événements et manifestations dans le domaine du gouvernement ouvert.

### **Points arrêtés :**

- Organisation d'un atelier de deux jours, au cours duquel les membres du comité de pilotage seront formés sur les normes de co-crédation, la méthodologie et les outils d'animation des ateliers consultatifs, et ce dans le cadre de la préparation de la co-crédation du troisième plan d'action national du gouvernement ouvert. Cet atelier sera aussi l'occasion de se concerter sur la nouvelle méthodologie de co-crédation de ce troisième plan d'action.